



## TRAITE D'ÊTRES HUMAINS ET TRAFIC DE MIGRANTS: COMPRENDRE LA DIFFÉRENCE

La traite d'êtres humains et le trafic de migrants sont deux crimes distincts qui font souvent l'objet d'un amalgame ou qui sont désignés indifféremment par l'un ou l'autre de ces termes, à tort. Il est essentiel de clarifier les différences entre eux si l'on veut élaborer et mettre en œuvre des politiques gouvernementales judicieuses. Une différence fondamentale tient au fait que les victimes de la traite sont considérées comme des victimes d'un crime en vertu du droit international, contrairement aux migrants objet d'un trafic illicite : ces derniers paient des passeurs qui facilitent leur circulation. Mieux comprendre les distinctions entre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants pourrait permettre d'améliorer la protection des victimes et d'éviter leur réexploitation.

### LA TRAITE D'ÊTRES HUMAINS

La traite d'êtres humains est un crime qui implique l'exploitation d'une personne, sous la forme de travail forcé ou d'actes sexuels à des fins commerciales, par le recours à la force, à la fraude ou à la coercition. Cette définition se reflète dans le droit international, en particulier le *Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée* (Protocole sur la traite des personnes), le premier instrument global qui assimile la traite d'êtres humains à un crime et auquel 170 États sont parties. En outre, lorsqu'un enfant (défini comme une personne de moins de 18 ans) est incité à pratiquer un acte sexuel à des fins commerciales, un crime est commis, qu'il y ait eu ou non recours à la force, à la fraude ou à la coercition.

Le terme « traite d'êtres humains » peut suggérer l'idée de transport de personnes, mais ce n'est pas une condition absolue. C'est un crime qui peut être commis contre une personne qui n'a jamais quitté sa ville natale. Une personne peut être considérée comme une victime de la traite, qu'elle soit née dans un état de servitude ou non, qu'elle se retrouve suite à un transfert dans une situation où elle est exploitée, qu'elle ait ou non préalablement accepté de travailler

**Exemple:** Un recruteur a fait miroiter à Marie la perspective d'un emploi dans un restaurant, lui promettant un salaire qu'elle ne pouvait pas refuser et son aide pour qu'elle obtienne un visa de travail dans le pays de destination. À son arrivée, son nouveau « patron » lui a dit qu'il n'était pas question qu'elle travaille dans un restaurant, mais qu'elle devait quand même lui rembourser les frais engagés pour lui trouver cet emploi et la faire venir dans le pays. Il l'a obligée à se livrer à la prostitution et l'a menacée de dire à sa famille ce qu'elle faisait si elle arrêtait avant d'avoir entièrement remboursé sa prétendue dette. Marie est une victime de la traite : il y a eu recours à la fraude, à la coercition et à la force pour la soumettre à la traite sexuelle.



© AP Photo/Binsar Bakkara

pour un trafiquant ou qu'elle ait été impliquée dans un délit découlant directement de sa situation. Les victimes de la traite peuvent être des femmes, des hommes et des personnes transgenres ; des adultes et des enfants ; des citoyens et des étrangers.

## LE TRAFIC DE MIGRANTS

Dans le cas du trafic de migrants, une personne conclut volontairement un accord avec un passeur chargé de la faire entrer illégalement sur le territoire d'un pays étranger ; une frontière internationale est donc franchie. Le trafic de migrants est défini dans le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, mer et air (Protocole sur le trafic de migrants), additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Il implique souvent l'utilisation de documents frauduleux et le transport pour franchir une frontière, encore que dans certains pays il puisse aussi inclure le transport et l'hébergement dans le pays de destination. Le migrant consent à se faire transporter, et la transaction entre lui et le passeur prend généralement fin une fois la frontière franchie et le passeur payé.



© AP Photo/Dita Alangkara

**Exemple:** Amir vit dans un pays déchiré par un conflit et secoué par de terribles violences. Quelqu'un lui présente un homme qui dit pouvoir le faire passer dans un autre pays contre la somme de 1 000 dollars. L'homme insiste : la traversée en bateau ne présente aucun danger. Amir paie la somme demandée. Arrivé dans le nouveau pays, il n'a plus aucun contact avec cet homme. Il n'y a eu ni force, ni fraude, ni coercition, et Amir n'a pas été soumis à un travail forcé ni contraint de se livrer à des actes sexuels à des fins commerciales. Amir a été l'objet d'un trafic illicite et il n'est pas une victime de la traite.

Néanmoins, les personnes qui font l'objet d'un trafic illicite peuvent être extrêmement vulnérables à la traite d'êtres humains, aux abus et à d'autres crimes, étant donné qu'elles sont en situation irrégulière dans le pays de destination et qu'elles doivent souvent de grosses sommes à leurs passeurs. Certains de ces migrants fuient la violence dans leur pays d'origine ; d'autres sont simplement en quête d'une vie meilleure ou de débouchés économiques ; d'autres veulent rejoindre des membres de leur famille à l'étranger. Il arrive que des migrants objet d'un trafic illicite soient soumis à la traite aux fins d'exploitation sexuelle ou de travail forcé pendant le transit ou dans le pays de destination : ces migrants sont alors des victimes de la traite. Mais le trafic de migrants n'implique pas nécessairement la traite d'êtres humains, et tous les cas de traite d'êtres humains n'ont pas nécessairement le trafic de migrants comme point de départ.

## POURQUOI EST-CE IMPORTANT ?

La traite d'êtres humains et le trafic de migrants se recoupent souvent dans la réalité, et c'est pourquoi il est particulièrement important que les décideurs, les agents des services de répression, les agents d'immigration et les organisations de la société civile soient conscients des différences entre ces deux phénomènes. Quand les deux sont confondus, les victimes de la traite risquent de ne pas bénéficier de la protection, des services ou des recours auxquels elles ont droit et courent le risque de se faire réexploiter.

Pour ces raisons, les lois nationales sur l'immigration et celles portant répression de la traite doivent définir clairement le trafic de migrants et la traite d'êtres humains, et différencier les sanctions applicables à chaque situation. En outre, il convient de mener des actions de sensibilisation à la traite d'êtres humains auprès des personnels des services d'immigration, de répression et judiciaires. Quand des agents des services de répression repèrent des migrants dans le cadre d'opérations en rapport avec le trafic illicite de ces personnes, ils doivent systématiquement évaluer la présence d'indicateurs de la traite d'êtres humains.

Pour de plus amples renseignements sur les indicateurs de la traite d'êtres humains, consulter la liste compilée par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime sur [https://www.unodc.org/documents/human-trafficking/HT\\_indicators\\_F\\_LOWRES.pdf](https://www.unodc.org/documents/human-trafficking/HT_indicators_F_LOWRES.pdf)

In collaboration with the Bureau of Public Affairs